

**Décision n° 2012-1459**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 13 novembre 2012**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société française du radiotéléphone**  
**(numéro court)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société française du radiotéléphone (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 11-0966 en date du 2 novembre 2011) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société française du radiotéléphone, en date du 26 octobre 2012, reçue le 31 octobre 2012 sollicitant l'attribution d'un numéro court ;

Après en avoir délibéré le 13 novembre 2012 ;

**Décide :**

**Article 1** - Le numéro court 3204 est attribué, jusqu'au 13 novembre 2032, à la société française du radiotéléphone (Siren : 343 059 564) pour l'accès à un service à valeur ajoutée.

**Article 2** - La société française du radiotéléphone acquitte, pour le numéro court attribué à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, le numéro court attribué à l'article 1<sup>er</sup> ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société française du radiotéléphone adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective du numéro court attribué selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société française du radiotéléphone.

Fait à Paris, le 13 novembre 2012

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI